



UNE BOUTEILLE À LA MER

SOMMAIRE

Edito :

Une bouteille à la mer 1

« Pour votre santé,
consommez chimique » 2

Sportifs : Entre carrières
brisées et décès anticipés 3

Une OMS qui veille à la
santé des profits 4

Preuves d'efficacité
des vax :
mythe ou réalité ? 6

Occidentalisation forcée &
hégémonie américaine 8

Promotion Flash :
L'humanité au rabais ! 10

Liberté de penser
en danger 11

Nous soutenir/
Nous rejoindre 12

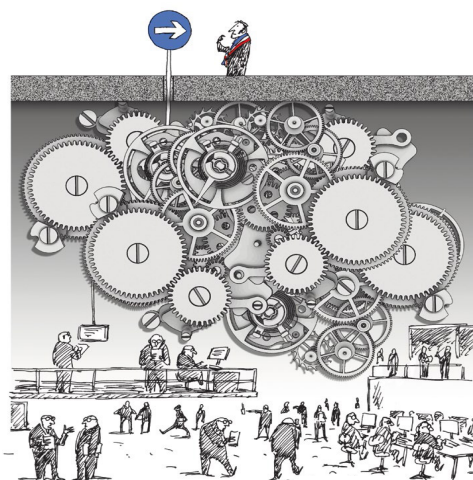
Il se passe au sein de notre État de graves événements. Il semblerait que nous assistons à ce que l'on pourrait qualifier de coup d'État ; en terme marin, de mutinerie.

Depuis plusieurs quinquennats maintenant, des oligarques et individus issus de l'élite sont placés à des postes cruciaux pour le « bon fonctionnement » de la démocratie. À titre d'exemple, Laurent Fabius à la tête du Conseil Constitutionnel, qui n'est pourtant pas exempt de tout reproche, fâcheusement connu pour l'affaire du sang contaminé dans les années 1980. Aussi, apparaissent de nombreuses personnalités impliquées dans bien des affaires douteuses ou ayant des conflits d'intérêts sans équivoque, comme c'est le cas d'Eric Dupond-Moretti, ministre de la Justice, mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » par exemple et qui, malgré cela, reste en place.

Il s'agit pourtant ici d'individus chargés de garantir la protection des droits fondamentaux des citoyens Français mais qui font en réalité, l'exact opposé. Tel est le constat avec la prolongation de l'état d'urgence sanitaire entraînant une véritable privation de liberté, sans aucune opposition et dont les cabinets privés (Mc Kinsey - dont il faut bien le rappeler, est à but lucratif), sont à l'origine des stratégies mises en place dans le cadre de la gestion de ces crises et dont le directeur associé, n'est autre que Victor Fabius, à savoir le fils du Président du Conseil Constitutionnel cité plus haut.

Cette arriimage de cabinets privés dans les sphères publiques de l'État est une prise de pouvoir, une mainmise sur la République de la part des Etats-Unis. Là où les hauts fonctionnaires sont censés d'ordinaire analyser, conseiller, gérer et décider ; ils ont été depuis relayés au second plan, si ce n'est rangés au placard, et ce, dans le silence le plus total.

Les décisions sont ainsi prises par le privé et imposées par le public, ce qui déroge totalement aux règles démocratiques.



Les agissements en réponse à la crise sanitaire représentent un véritable bafouement des droits de citoyens et vient totalement piétiner la Loi de 1994 de la Bioéthique qui met en avant le respect de l'autonomie, le principe de bienfaisance, le principe de non-malfaisance et le principe de justice. Force est ainsi de constater que les décisions prises font de l'individu un groupe d'un point de vue juridique. L'individu se doit d'agir pour le groupe et non plus pour lui sa propre vie, peu importe ce qu'il pense et ce dont il a envie, puisque désormais, seul le groupe prime.

En parallèle de toutes ses décisions, une crise économique mondiale se joue, que le gouvernement tait et aggrave dans le but de rendre le peuple plus dépendant encore, tout en cloisonnant sa possibilité de s'extraire de cette société à la dérive. Cette volonté de nous soumettre par le biais de la nourriture, du confort et du divertissement est la porte ouverte à l'instauration du futur salaires universel, de la monnaie et de l'identité numérique, de la société de contrôle de tous par tous et de la non-propriété.

L'évidence de la création d'un nouvel ordre mondial est claire et sans aucune révocation. Les mondialistes ne s'en cachent plus et laissent à la disposition de ce qui s'y intéressent un ensemble de preuves. Plus de doutes : la grande réinitialisation de Klaus Schwab est en marche.



Manifestations tous les samedis,
14h - Place Garibaldi à Nice